

CE MONDE QUI BOUGE

Modèle turc ? Ok, mais avec la Constitution turque !

Par Hassane Zerrouky

Que ce soit en Tunisie, au Maroc, en Égypte ou même en Algérie, les islamistes citent comme modèle référent l'AKP (Parti de la justice et du développement) de Tayyip Erdogan, et sa gestion de la Turquie.

Comparé au wahhabisme saoudien, voire qatari, le modèle turc ne fait pas peur. Il est plutôt rassurant. Ceux qui visitent la Turquie en reviennent émerveillés. Et les islamistes maghrébins et arabes expliquent – et ils sont nombreux à les écouter – qu'une fois au pouvoir, ils feront exactement la même politique que leurs cousins turcs ! Les libertés, les droits de l'Homme, ceux de la femme, nous assurent-ils, seront respectés, avec à la clé une croissance assurée, la réduction du chômage et de la pauvreté ! Reste que cette mouvance islamiste dite «modérée», dont les dirigeants ont troqué le kamis pour le costume-cravate, mentent et trompent ceux qui les écoutent sur au moins trois faits.

D'abord, et c'est le plus important, dans la Constitution turque l'islam n'est pas religion d'Etat. L'AKP est au pouvoir depuis novembre 2002 et en dix ans, aucun interdit sociétal n'a été promulgué. Les bars, par exemple, sont ouverts de jour comme de nuit à Istanbul, Ankara, Izmir, Konya, etc., y compris pendant le Ramadan ! Dès lors pourquoi cacher ces faits aux Algériens ? Pourquoi ne pas mettre en exergue la tolérance turque ? Mieux, en visite en Tunisie, quelques mois après la chute de Ben Ali, lors d'un meeting organisé par Ennahda, à la surprise générale, le Premier ministre turc Tayyip Erdogan a refroidi l'assistance en leur suggérant d'opter pour une constitution laïque ! Mieux encore : quand Ennahda a sollicité l'aide du gouvernement turc pour relancer le tourisme, secteur qui emploie 400 000 salariés, l'une des principales rentrées de devises du pays, qu'ont conseillé les Turcs aux Tunisiens ? Eh bien, de renoncer à l'interdiction de l'alcool dans les hôtels et les complexes touristiques de la côte tunisienne arguant du fait que les touristes en provenance des pays du Golfe, peu peuplés, ne peuvent remplacer les 7 à 8 millions de touristes européens qui se rendent annuellement en Tunisie. Outre que les Qataris, Saoudiens, Koweïtiens et Emiratis préfèrent passer leurs vacances en France, en Espagne, en Italie, aux États-Unis, en Grande-Bretagne où, de surcroît, ils possèdent des résidences de luxe, des hôtels haut de gamme et même des casinos !

Les Arabes des pays du Golfe n'ont que faire de la Tunisie et de la proposition d'hôtels hallal de Rached Ghanouchi ! Qui plus est la vente et la consommation d'alcool ne sont interdits ni au Qatar ni aux Emirats, pays que j'ai visités !

En ce qui concerne la croissance économique turque, l'une des plus fortes au monde – la Turquie est classée 16^e économie mondiale – il ne s'agit pas d'une «économie islamique» comme l'insinuent les islamistes algériens, c'est un gros mensonge. Il s'agit en fait d'une économie de type néo-libéral, fondée sur une exploitation féroce de la force de travail, et générant des inégalités sociales criantes, contre lesquelles luttent pied à pied les syndicats turcs. Alors, il faut arrêter de mentir aux Algériens.

Pour l'heure, les islamistes de tout poil qui bassinent les Algériens avec le modèle turc, se distinguent par des propositions, en fait de vagues promesses teintées de moralité islamique qui pèchent par leur extrême pauvreté.

Et ce dans tous les domaines. Pour une raison toute bête : comparativement à leurs frères marocains et tunisiens – ne parlons pas des islamistes turcs, ils sont à des années lumière de leurs petits frères algériens – les islamistes algériens n'ont pas ou peu de culture. Et s'ils ont renoncé au wahhabisme qu'ils prônaient dans les années 1980-1990, c'est parce qu'ils ont compris que les temps ont changé et que cette idéologie est politiquement contre-productive. A leurs yeux, la Turquie dirigée par l'AKP reste le seul exemple porteur pour faire passer leurs idées rétrogrades bien loin des réalités turques.

Soyons positifs. Si c'est le modèle turc que vous prônez, messieurs les islamistes, alors ne vous arrêtez pas en si bon chemin. Proposez aux Algériens un projet de Constitution identique à celui de la Turquie ! Beaucoup seront preneurs.

H. Z.



LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

La Libye intéressée par l'expérience algérienne

Le ministre libyen de l'Intérieur a montré, hier, un intérêt particulier pour les moyens mis en œuvre par la Gendarmerie nationale pour lutter contre la criminalité.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - La Gendarmerie nationale devrait former les futurs cadres des services libyens de sécurité. La question a été évoquée, hier, par Fawzi Abdelaal au cours d'une visite de l'Institut national de criminalistique et de criminologie de la Gendarmerie nationale.

Le ministre libyen, dont c'est la première sortie officielle à l'étranger, s'est montré particulièrement intéressé par les départements de cette structure d'investigations scientifiques mais aussi par le système de lutte contre la criminalité mis en œuvre par les différents services de sécurité algériens.

Au terme d'une communication présentée par un des offi-

ciers supérieurs de l'institut, Fawzi Abdelaal a posé plusieurs questions à propos de l'organisation de la compétence territoriale, sur le rôle de la Gendarmerie nationale, de la Sûreté nationale et de la justice, notamment le parquet. Il a relevé également qu'en matière de criminalistique, les expertises judiciaires sont effectuées exclusivement par les instituts de la police ou de la gendarmerie.

«C'est une démarche importantes. Ces dernières années, en Libye, les expertises graphologiques étaient confiées à des spécialistes privés. Mais j'estime que c'est une grave erreur, car nous avons constaté de graves dépassements»,



Fawzi Abdelaal, ministre libyen de l'Intérieur.

a-t-il avoué. Outre le volet formation, la visite du ministre libyen de l'Intérieur a été marquée par la signature d'un accord portant sur l'organisation de patrouilles de contrôle

des frontières et le renforcement de la coopération en matière d'échange d'informations entre les organes de sécurité spécialisés.

T. H.

SNTE TENDANCE CHEBOUTI

Le syndicat a élu hier un nouveau bureau

L'une des deux ailes du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE) a tenu, hier, son congrès extraordinaire pour réélire ses instances. Les syndicalistes expliquent que la tenue du congrès a été motivée par une décision de justice qui a débouté l'aile Boudjenah, lui interdisant toute activité au nom du syndicat.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - A l'issue du congrès extraordinaire tenu hier par le Snte, Chebouti Abdelhamid a été élu président du syndicat. Selon M. Benneoui, président du conseil national du SNTE, le syndicat s'attellera désormais à une profonde restructuration en vue de mobiliser sa base sur le territoire national.

La décision de justice émise le 29 septembre dernier par le tribunal de Sidi M'hamed avait déjà permis à la direction du syndicat de faire un travail de sensibilisation dans les différentes wilayas du pays en vue de rassembler ses membres et préparer le

congrès extraordinaire. «Nous avons été destinataires d'une décision de justice déboutant l'aile Boudjenah et nous avons transmis cette décision par le biais d'un huissier de justice aux ministères de l'Éducation et celui du Travail et de la Sécurité sociale. Le SNTE doit aboutir à un nouveau bureau pour être légitime, désormais», a expliqué M. Benneoui.

Notons par ailleurs, que ce sont les nouvelles instances élues hier, qui traiteront désormais avec l'administration.

Concernant l'élaboration de la mouture du nouveau statut particulier du secteur de

l'éducation, M. Benneoui expliquera que son syndicat a refusé de remettre ses suggestions comme demandé par la tutelle, sans qu'elles ne soient discutées au préalable. «Ce que les autres syndicats ont par contre accepté», selon M. Benneoui.

Hier, une centaine de délégués et de représentants des travailleurs sur le territoire national ont assisté au congrès et élu un nouveau bureau. Trente-sept wilayas ont été ainsi représentées, selon les syndicalistes.

Suite au congrès, expliquent les membres du SNTE réunis hier, un nouveau dossier sera déposé au ministère de l'Éducation nationale.

«De ce fait, nous pourrions commencer à travailler et à activer sur le terrain en vue de sensibiliser la base et de prendre en charge ses doléances», a déclaré M. Benneoui.

F.-Z. B.

SIDI BEL-ABBÈS

Les manifestants en colère exigent des excuses et les condoléances du ministre

La localité de Ras El Ma, dans le sud de la wilaya de Sidi Bel-Abbès, est depuis la journée de mardi dernier, le théâtre de manifestations suite au décès de trois personnes, percutées par un train dans la nuit de dimanche à lundi dernier.

Des dizaines de personnes ont manifesté en tentant d'obstruer la voie ferrée avant de se raviser et d'affluer vers la commune de Ras El Ma où elles ont fermé la RN 13 à la circulation.

Les manifestants, très remontés, ont exigé que la voie ferrée soit déviée pour empêcher le passage du train dans leur localité. Ils ont demandé à ce que le ministre des Transports en personne fasse des excuses et présente ses condoléances aux familles des défunts. Ils exigent aussi à ce que les proches de ces derniers

soient indemnisés. Une commission de wilaya devait, dans la journée de mercredi dernier, aller, en compagnie des autorités locales, à la rencontre des manifestants afin de désamorcer la crise qui secoue la localité.

Pour rappel, dans la nuit de dimanche à lundi dernier, le

train reliant Sidi Bel-Abbès à Bécharr a percuté un véhicule léger avec à son bord trois personnes au niveau du lieu dit Brinssa, dans la localité de Ras El Ma.

Deux personnes ont péri sur le coup. Le troisième passager gravement blessé est décédé quelques heures après son

admission aux UMC du CHU de Sidi Bel-Abbès. Dans l'après-midi de mercredi dernier, les rangs des manifestants ne cessaient de grossir, obligeant la gendarmerie à déployer de grands moyens pour éviter tout dérapage, en attendant l'arrivée des autorités locales.

A. M.

ACCORD ENTRE AIR ALGÉRIE ET LE CANADIEN CAE

Acquisition d'un second simulateur de vols pour ATR

La compagnie aérienne nationale Air Algérie a signé mardi, à Alger, un accord avec la compagnie canadienne CAE (Canadian Aviation Electronics) pour l'acquisition d'un second simulateur de vols d'avions de transport régional (ATR 72-500), apprend-on hier mercredi auprès de la direction générale de la compagnie.

L'accord a été signé par le président-directeur général d'Air Algérie, Mohamed-Salah Boulouf, et le vice-président des ventes commerciales de la CAE, Dean Fisher, a précisé la même source.

En vertu de cet accord, la CAE s'engage à livrer le simulateur dans un délai de 14 mois et à

assurer le service après-vente. Il s'agit du deuxième simulateur de vols qu'Air Algérie achète auprès de CAE, précise encore la direction générale de la compagnie nationale.

Le premier simulateur, acquis en 2008, est destiné à l'apprentissage et au recyclage des pilotes des Boeing de type 707-37 NG (nouvelle génération).

D'une capacité de 20 heures de vol par jour, le nouvel équipement sera installé au centre de simulation de vols de la compagnie nationale situé à Kouba (Alger), a ajouté la même source, qui n'a pas donné plus de précisions sur le coût de ce simulateur de dernière génération.